

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

S/CSS/W/42/Suppl.1
14 mai 2001

(01-2469)

Conseil du commerce des services
Session extraordinaire

Original: anglais

COMMUNICATION DU JAPON

Exemptions de l'obligation NPF: Examen et proposition

Supplément

La délégation du Japon a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, en lui demandant de la distribuer aux membres du Conseil du commerce des services.

I. INTRODUCTION

1. Environ 400 exemptions de l'obligation NPF sont énumérées dans l'Annexe sur les exemptions des obligations énoncées à l'article II de l'Accord général sur le commerce des services. Le principe NPF est l'un des éléments essentiels sur lesquels s'appuyer pour libéraliser le commerce dans un cadre multilatéral, ainsi que l'un des principes fondamentaux de l'Accord sur l'OMC. Ainsi, une exemption de l'obligation NPF est une dérogation à ce principe de base. L'Annexe sur les exemptions des obligations énoncées à l'article II définit les conditions auxquelles un Membre est exempté des obligations énoncées au paragraphe 1 dudit article: par exemple, "[e]n principe, les exemptions ne devraient pas dépasser une période de dix ans", ou "[e]n tout cas, elles feront l'objet de négociations lors des séries de libéralisation des échanges ultérieures". Ainsi, les exemptions de l'obligation NPF font l'objet des négociations sur les services en cours, conformément au paragraphe 6 des Lignes directrices et procédures pour les négociations (S/L/93) et leur élimination et leur réduction devraient être l'un des thèmes de discussion progressive les plus importants si l'on veut obtenir une élévation progressive du niveau de libéralisation. Dans sa proposition (S/CSS/W/42) présentée en décembre 2000, le Japon a indiqué qu'il partageait avec d'autres Membres, par exemple Hong Kong, Chine (S/CSS/W/6), l'idée qu'il faudrait éliminer toutes les exemptions de l'obligation NPF enregistrées d'ici à la fin de 2004 ou d'ici à la fin des négociations en cours, si la dernière date intervenait plus tôt.

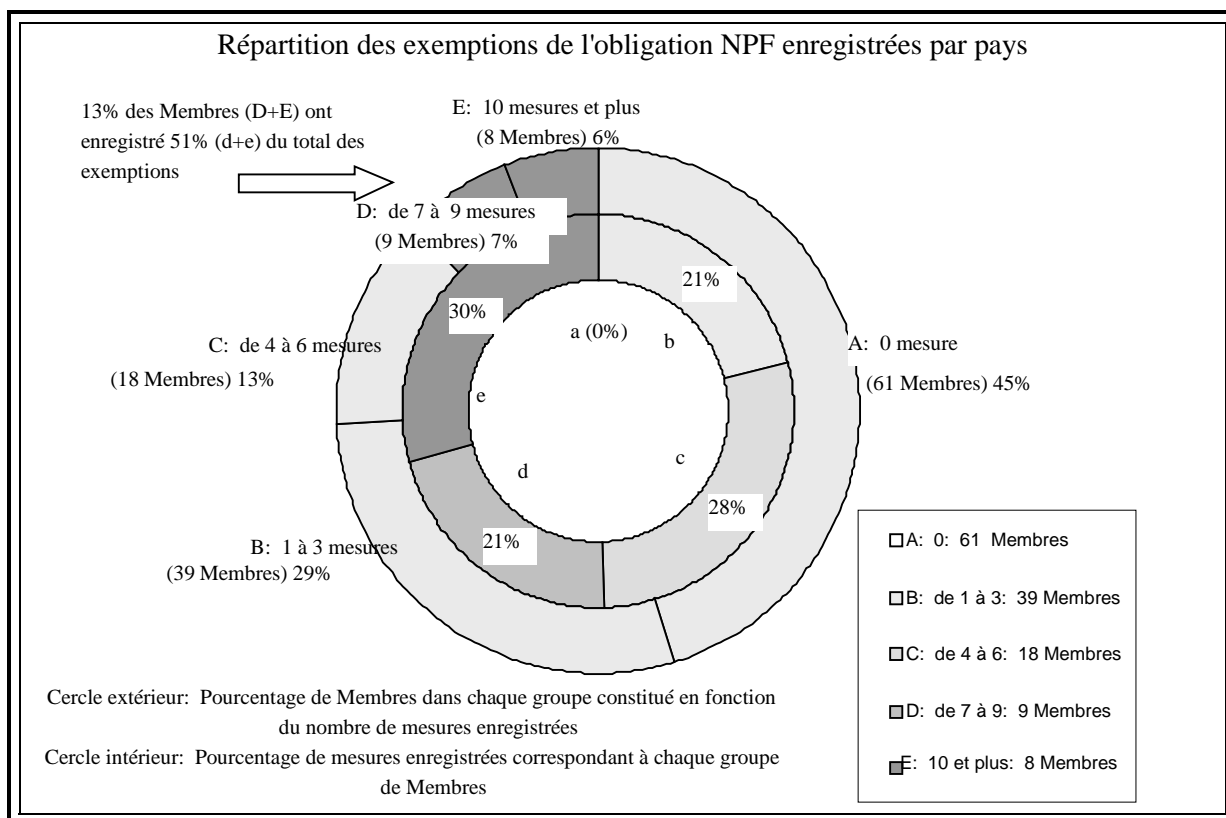
2. Des réunions consacrées à l'examen des exemptions de l'obligation NPF ont été organisées l'année dernière, sous forme de sessions spéciales du Conseil du commerce des services. Elles nous ont permis d'échanger des renseignements d'ordre général sur les mesures enregistrées, y compris les conditions qui, au départ, ont rendu les exemptions nécessaires. Nous sommes très favorables à la poursuite du processus en cours qui vise à faire avancer le débat. Les résultats de l'examen des exemptions de l'obligation NPF et les discussions ultérieures devraient être exploités efficacement dans le cadre des négociations futures sur l'élimination et la réduction des exemptions.

3. Le présent document contient une analyse fondamentale de toutes les exemptions de l'obligation NPF enregistrées, effectuée sur la base de données par pays et par secteur, ce qui permet aux Membres d'avoir une vision cohérente de la situation. Au vu des résultats de cette analyse, le Japon propose que les pays développés prennent l'initiative de réduire leurs exemptions au cours du processus de préparation devant aboutir aux négociations sur l'élimination et la réduction des exemptions de l'obligation NPF. Tous les détails de cette analyse sont tirés de la note du Secrétariat (job n° 1551).

II. RÉPARTITION DES EXEMPTIONS ENREGISTRÉES PAR PAYS

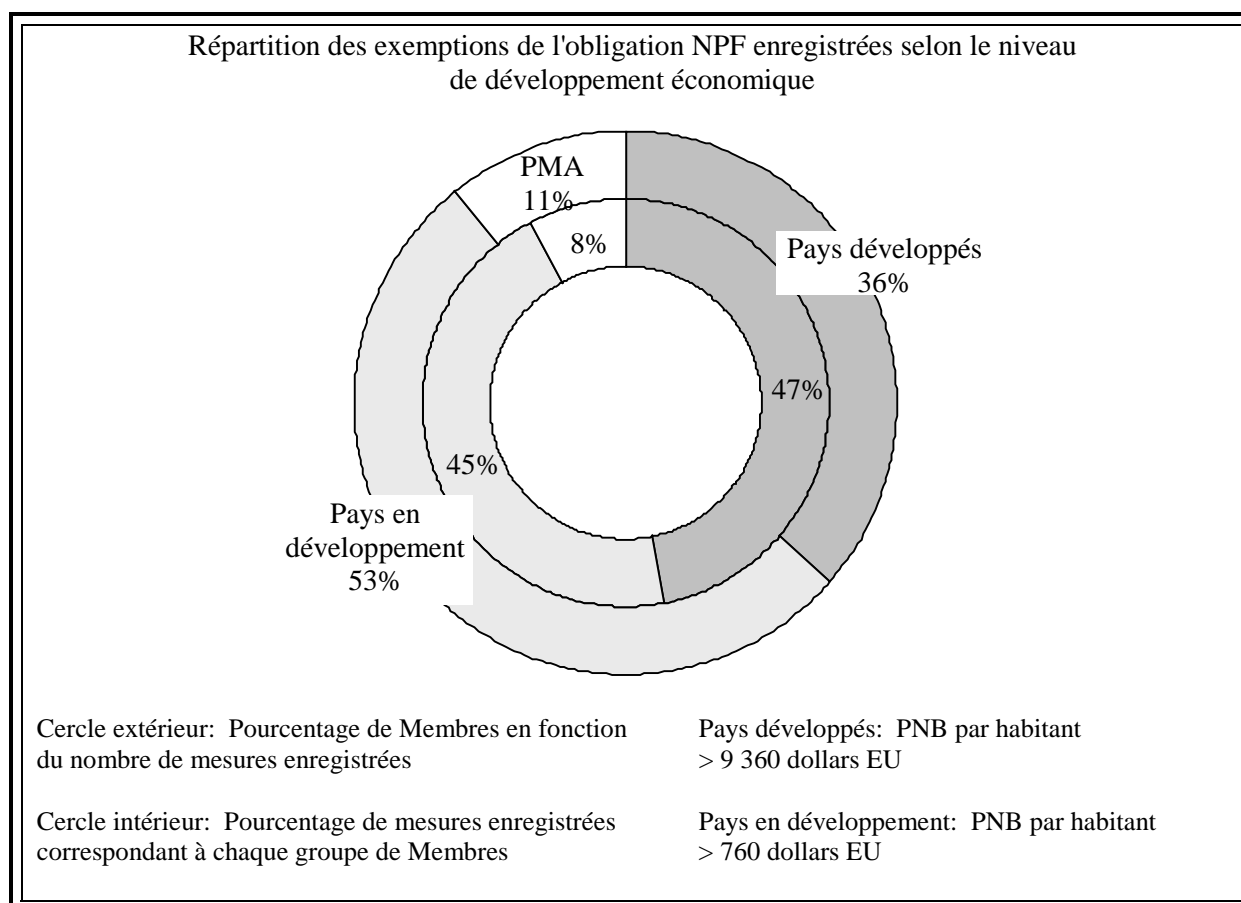
4. Sur les 401 exemptions de l'obligation NPF enregistrées auprès de l'OMC, seules 331 ont été reprises dans notre analyse. Les exemptions restantes, qui se rapportent aux transports maritimes (63 mesures) et aux taxes de répartition des télécommunications (sept mesures), ont été exclues. 1) L'exclusion des transports maritimes tient au fait que les négociations dans ce secteur ont été suspendues et que l'obligation NPF énoncée à l'article II et dans l'Annexe sur les exemptions des obligations énoncées à l'article II n'a été appliquée à aucun Membre, sauf s'il a contracté un engagement spécifique. L'analyse de ce secteur pourra être effectuée après la conclusion des négociations en cours sur les services, et 2) l'exclusion des taxes de répartition des télécommunications s'explique par le fait que l'obligation NPF dans ce secteur n'a pas été appliquée, conformément au point convenu au sujet des taxes de répartition des télécommunications qui a résulté des négociations sur les télécommunications de base.

5. En classant les Membres en cinq groupes, en fonction du nombre de mesures enregistrées, nous constatons que seuls 13 pour cent d'entre eux (17 Membres) ont enregistré 51 pour cent du total des exemptions de l'obligation NPF enregistrées. Nous relevons, par conséquent, qu'une grande partie des exemptions sont enregistrées par un nombre limité de Membres.

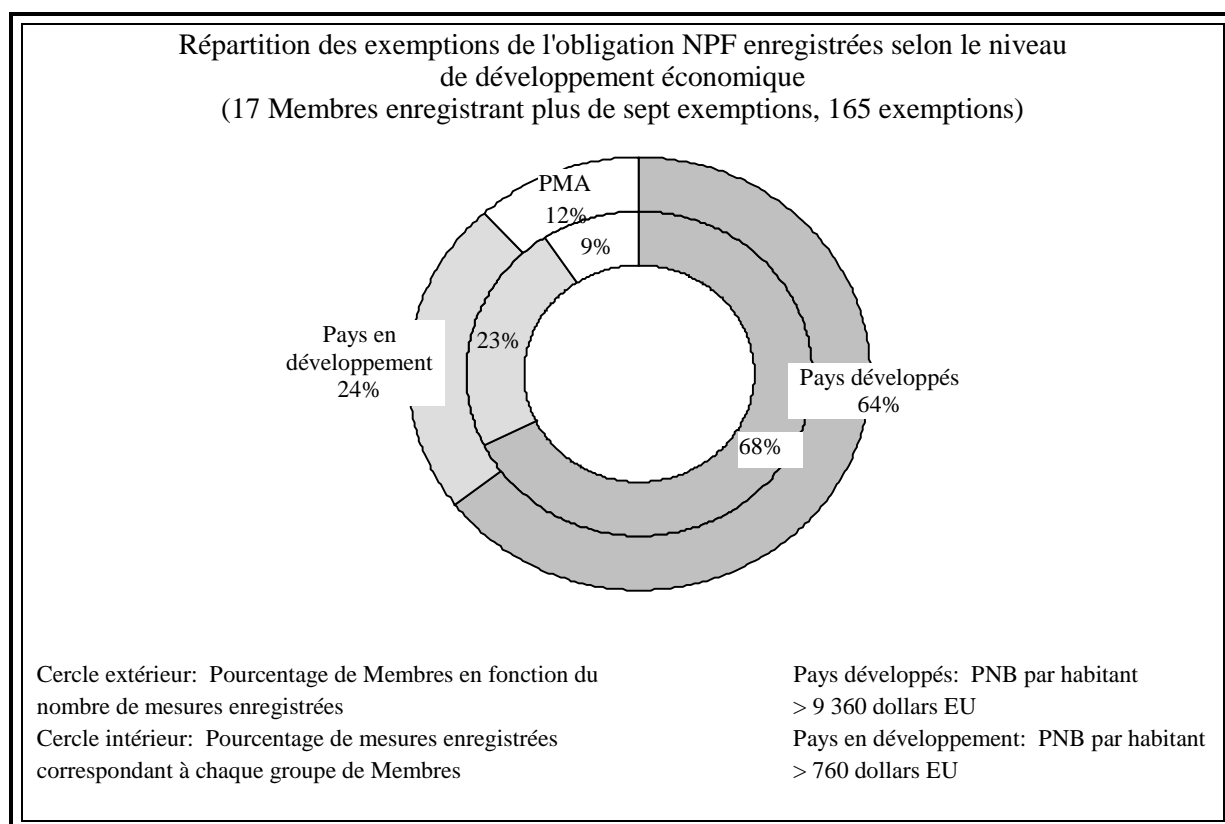


III. CLASSIFICATION DES EXEMPTIONS ENREGISTRÉES SELON LE NIVEAU DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

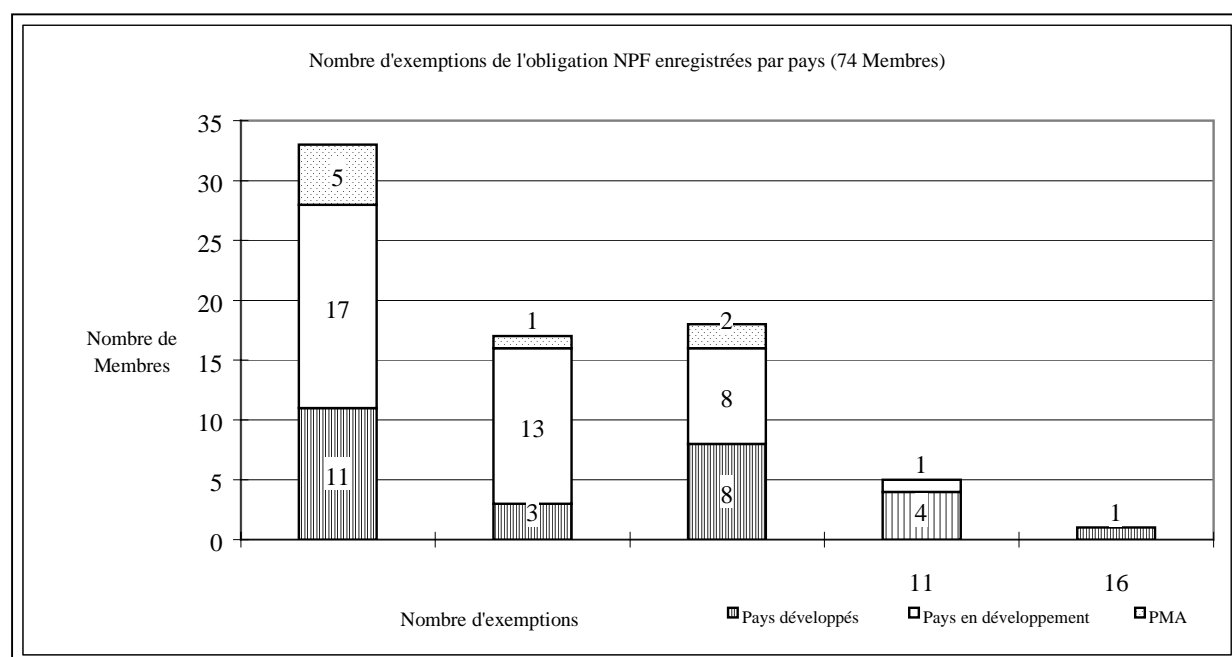
6. En classant les Membres en pays développés, pays en développement et pays les moins avancés (d'après la classification de la Banque mondiale) et en examinant dans quelle mesure ils ont recours aux exemptions de l'obligation NPF, nous avons constaté que les pays développés, qui représentent 36 pour cent des Membres, ont enregistré 47 pour cent des mesures, alors que les pays en développement, représentant 53 pour cent des Membres, ont enregistré 45 pour cent des exemptions.



7. Il est significatif que les pays comptant plus de sept exemptions sont pour la plupart des pays développés. Ces derniers, qui regroupent 64 pour cent des Membres, ont enregistré 68 pour cent des exemptions.

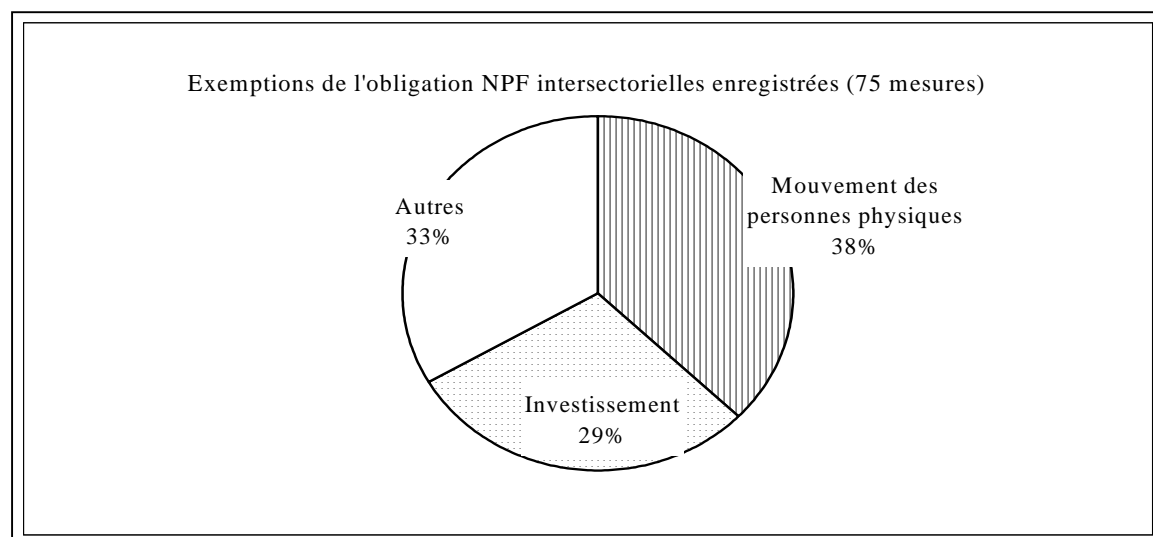


(Référence)

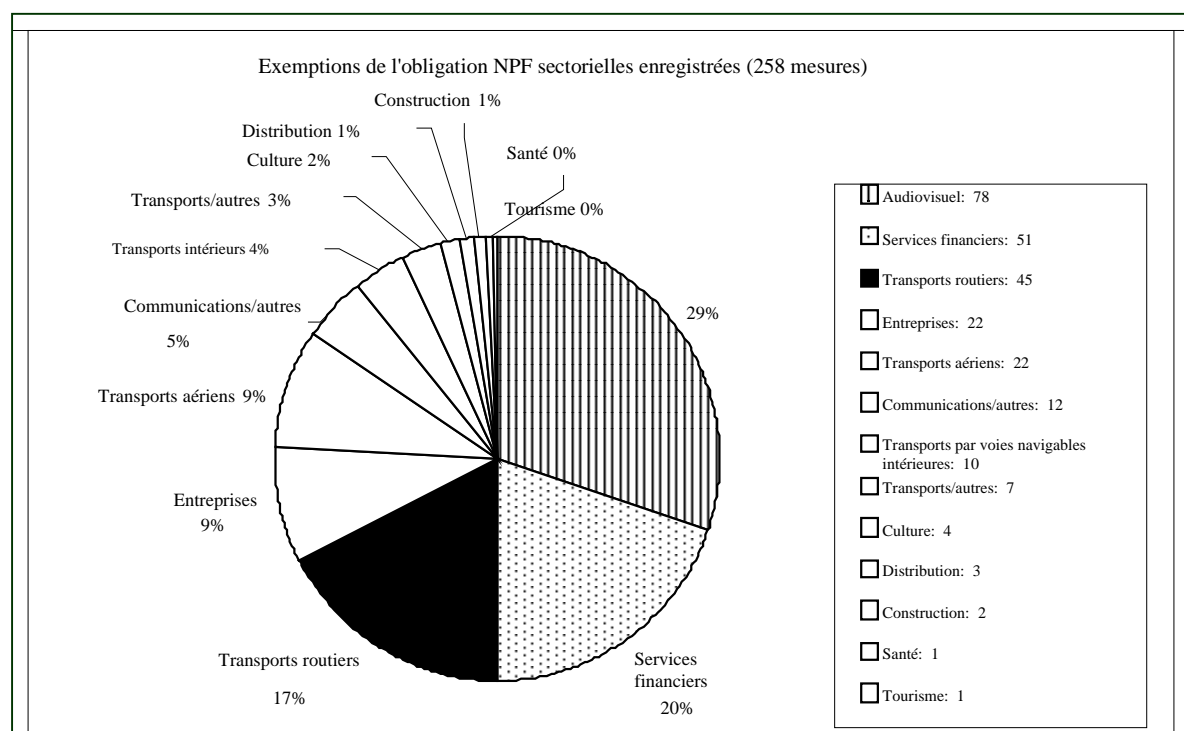


IV. CLASSIFICATION DES EXEMPTIONS ENREGISTRÉES PAR SECTEUR

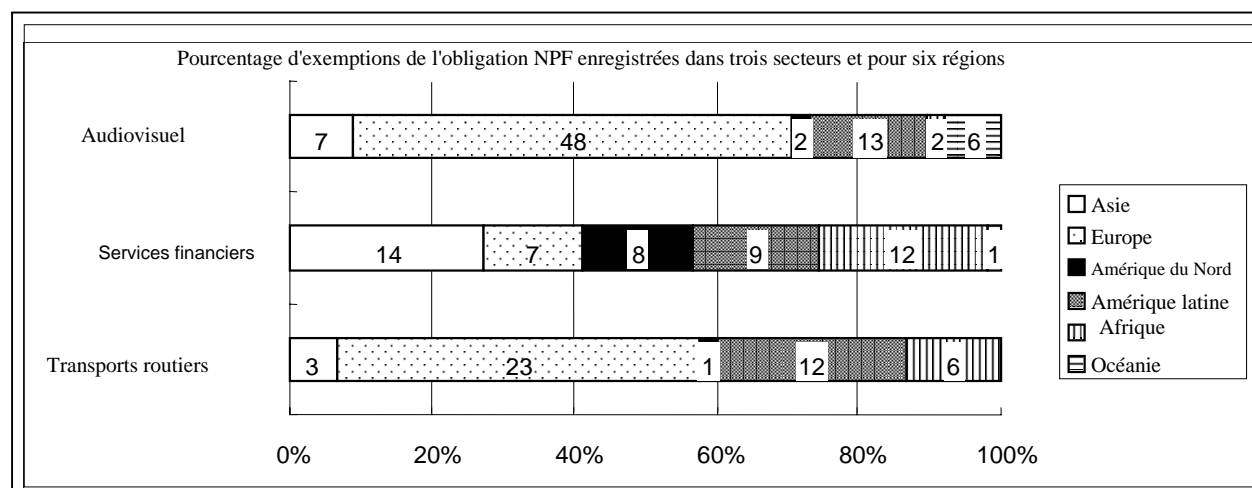
8. On recense 75 exemptions intersectorielles dont beaucoup concernent soit le mouvement des personnes physiques (obligation de visa, etc.), soit l'investissement (achat de biens immobiliers, mesures préférentielles, etc.).



9. Quant aux exemptions de l'obligation NPF sectorielles enregistrées (258 exemptions), elles concernent pour beaucoup les services audiovisuels (29 pour cent), les services financiers (20 pour cent) et les services de transport routier (17 pour cent).



10. En classant les Membres en six régions géographiques et en examinant dans quelle mesure ils ont recours aux exemptions dans le cadre des trois secteurs susmentionnés, nous obtenons les résultats ci-après.



V. CONCLUSION

11. Il ressort de l'analyse qui précède que les exemptions de l'obligation NPF ne sont pas enregistrées de manière égale par tous les Membres. Une grande partie du total des exemptions sont le fait d'un petit nombre de Membres seulement. Par conséquent, pour atteindre notre objectif qui est d'éliminer les exemptions de l'obligation NPF, il est indispensable que les Membres s'attachent sérieusement à les réduire.

12. Afin de faire progresser les négociations en cours sur les services, il convient que les pays développés ne maintiennent pas toutes les exemptions de l'obligation NPF enregistrées, d'autant qu'ils sont supposés donner l'exemple en ouvrant leurs vastes marchés à tous les Membres, y compris les Membres en développement. Par conséquent, pour poursuivre la libéralisation en coopération avec les Membres en développement, les pays développés ayant recours à de nombreuses exemptions devraient prendre l'initiative de les réduire dans toute la mesure du possible.

13. Le Japon a déjà proposé que toutes les exemptions de l'obligation NPF enregistrées soient éliminées d'ici à la fin de 2004 ou d'ici à la fin des négociations en cours, si la dernière date intervient plus tôt. Par conséquent, une première étape vers la réalisation de cet objectif consisterait, pour les Membres développés, à éliminer d'ici à la fin de 2001 toutes les exemptions de l'obligation NPF peu importantes et n'ayant jamais été appliquées dans les faits. De plus, les pays développés devraient s'efforcer d'éliminer le plus rapidement possible les exemptions ayant des incidences concrètes et qui sont actuellement en vigueur, de préférence pour la fin de 2002.